



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 7 juin 2021

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Réserves de change : les réserves de change de la Chine enregistrent un nouveau record depuis cinq ans

Inflation : forte hausse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et augmentation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en mai

Crédits et masse monétaire : poursuite du fort ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +11,0% en mai

Banque et finance ([ici](#))

Finance verte : la PBoC a élargi à de nouvelles activités son « Programme d'évaluation des institutions financières bancaires en matière de finance verte »

Réglementation : la PBoC examine les premières demandes de licence de holding financière

Banques : la méthode de fixation des taux d'intérêt des dépôts bancaires est en cours de révision

Banques : la CBIRC a infligé une amende totale de 5,3M RMB à quatre banques pour violation de la réglementation sur les prêts immobiliers

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Chiffres actualisés du commerce bilatéral : les exportations françaises supérieures à leur niveau de 2019 grâce au rebond des ventes aéronautiques

Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois

Politique commerciale : la Chine adopte une nouvelle loi pour contrer les sanctions étrangères

Relations Chine - US : le Sénat américain adopte un projet de loi visant à concurrencer le secteur technologique chinois

Relations Chine - US : le ministre du Commerce Wang Wentao s'est entretenu avec le secrétaire au Commerce Gina Raimondo

Relations Chine - US : les Etats-Unis ciblent les aimants en terres rares chinois pour d'éventuels droits de douane

Relations Chine - US : le président Biden révoque les décrets interdisant TikTok et WeChat

Climat des affaires ([ici](#))

Climat des affaires : enquête annuelle 2021 de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine sur la confiance des entreprises

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : un plan d'orientation du ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) fixe l'objectif pour la Chine de devenir leader mondial sur la blockchain d'ici 2025

Investissements dans les technologies : certains « fonds d'orientation » publics peinent à atteindre leurs objectifs

Santé : approbation d'un sixième vaccin (virus inactivé) contre le Covid-19 en procédure d'urgence

Automobiles : les autorités souhaitent que 95% des véhicules produits soient recyclables d'ici 2023

Economie numérique : les autorités chinoises veulent réprimer les opérations promotionnelles excessives en ligne, jugées anti-concurrentielles

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : le géant chinois du charbon Jinneng prévoit d'augmenter sa capacité de production d'environ 65 % pendant le 14^e plan quinquennal

Environnement : le Conseil des affaires de l'Etat appelle à un reboisement organisé de manière « scientifique » face au risque sur les ressources en eau que représentent les programmes de reforestation

Climat : le gouvernement souhaite rendre obligatoire la publication des émissions carbone pour les entreprises

Ressources en eau : la Chine prévoit d'augmenter sa production d'eau dessalée de 84 % d'ici 2025

Aéronautique : AVIC annoncé sortant du capital de Flying Whales

Transport aérien : confusion chez China Southern et Hainan Airlines sur la mise en place avortée d'un contrôle de l'état vaccinal des passagers avant embarquement

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Zhejiang : lancement de la 2^{ème} exposition des pays d'Europe centrale et orientale à Ningbo

Shanghai : introduction de nouvelles réglementations autorisant davantage d'autonomie politique au district de Pudong

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Rapport du FMI sur la stabilité financière à Hong Kong : le FMI souligne la résilience du système financier hongkongais

Secteur bancaire : changement de Direction générale à la tête de HSBC Asie-Pacifique

Port de Hong Kong : baisse du fret portuaire au 1^{er} trimestre 2021

Monnaies digitales de banques centrales : la HKMA lance une étude de faisabilité d'une monnaie digitale

Accord du G7 sur la mise en place d'un taux d'imposition planché sur les sociétés : Hong Kong craint de trouver contrainte dans ses mesures d'incitation fiscales

Compagnies aériennes : Cathay Pacific bénéficiera de l'assouplissement des conditions de quarantaine pour les équipages résidents

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont doublé au cours des 4 mois 2021

Taiwan ([ici](#))

TSMC : le groupe confirme ses ambitions pour les segments de marché à forte valeur ajoutée

Croissance : l'économie taïwanaise progresse de 8,92% au T1 2021

IDE : Taïwan au 4ème rang des meilleures destinations pour les investissements internationaux

Semi-conducteurs : Taïwan dans le Top3 des marchés des équipements au T1 2021

Covid-19 : 4 clusters identifiés dans l'industrie des semi-conducteurs à Miaoli

Éolien offshore : le Bureau de l'énergie (MOEA) fait preuve de flexibilité à l'égard de WPD et TotalEnergies

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change de la Chine enregistrent un nouveau record depuis cinq ans

D'après les données publiées par la SAFE le 7 juin, les réserves de change augmentent à 3222 Mds USD en mai, contre 3198 Mds USD en avril, soit une croissance de 23,6 Mds USD (+0,74% en g.m.). Il s'agit d'un nouveau record depuis février 2016, principalement en raison de la dépréciation du dollar et de la forte croissance des exportations chinoises. Eu égard aux variations de taux de change, les principales devises se sont globalement appréciées par rapport au dollar en mai, la livre et l'euro se raffermissant respectivement de +2,8% et +1,7%.

Inflation : forte hausse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et augmentation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en mai

En mai, l'IPP affiche la plus forte hausse à +9,0% en g.a. depuis septembre 2008, contre +6,8% en avril, compte tenu de l'augmentation des prix des matières premières dans le contexte de la reprise de l'économie mondiale ainsi que d'un effet de base important, compte tenu du fait qu'il s'inscrivait en territoire négatif pendant plusieurs mois de l'année dernière. Concrètement, le secteur extractif et le secteur des matières premières enregistrent respectivement une hausse de +36,4% en g.a. et +18,8% en g.a. en mai, contre +24,9% et +15,2% en avril. Sur une base mensuelle, l'IPP augmente de +1,6% en mai, d'autant plus que les prix de l'extraction du charbon et de l'extraction des métaux croissent respectivement de +10,6% et +7,4% d'un mois à l'autre.

L'IPC poursuit sa croissance à +1,3% en mai contre +0,9% en avril. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des prix alimentaires, passant de -0,7% en avril à +0,3% en mai, alors que le prix du porc poursuit sa contraction à -23,8% en mai contre -21,4% en avril, compte tenu de la base relativement élevée de l'année précédente. Les prix non-alimentaires s'élèvent également à +1,6%, contre +1,3% en avril, principalement en raison de la hausse des prix de l'essence (+22,0% en g.a.) et du diesel (+24,2% en g.a.). Le gouvernement chinois s'attend à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, selon le Rapport annuel de travail du gouvernement de cette année. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) progresse de +0,9% en mai contre +0,7% à fin avril, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Il convient de noter que le Commission de planification économique du gouvernement chinois (NDRC, National Development and Reform Commission) a mis en garde à fin mai contre une « spéculation excessive » sur les marchés des matières premières et a déclaré qu'elle réprimerait les pratiques de cartellisation et les fausses informations diffusées par certains intervenants. Le prix du minerai de fer, qui avait atteint courant mai son plus haut niveau jamais enregistré, a enregistré une forte baisse consécutive à la nouvelle.

Crédits et masse monétaire : poursuite du fort ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +11,0% en mai

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, la croissance de l'encours de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) continue de ralentir à +11,0% en g.a. en mai contre +11,7% en g.a. en avril, compte tenu de la base relativement élevée durant l'épidémie de l'année précédente et de la sortie progressive d'une politique monétaire très accommodante au S1 2020. Cette évolution s'explique par i) la croissance ralentie des obligations des entreprises (+7,1% en mai contre +8,9% en avril), consécutive aux récentes vagues de défauts obligataires, en particulier des SOEs survenues au dernier trimestre 2020 ; ii) la croissance ralentie des obligations gouvernementales (+17,7% en mai contre +18,8% en avril), en liaison avec deux facteurs, l'un de calendrier : alors que le MOF avait autorisé les collectivités locales à utiliser leur quota de SPB (1000 Mds RMB) pour l'année 2020 dès novembre 2019, le quota de SPB pour l'année 2021 n'a été accordé qu'au début du mois de mars 2021, lors des deux assemblées (les Lianghai) ; l'autre d'opportunité, les gouvernements locaux rechignant à utiliser les enveloppes, compte tenu du faible pourcentage de projets rentables et de leur niveau d'endettement élevé ; iii) la croissance ralentie des billets bancaires à escompter (+0,7% en mai contre +5,9% en avril) ; iv) la forte contraction des prêts fiduciaires sous la surveillance renforcée du shadow banking (-22,4% en mai contre -21% en avril). En revanche, l'encours des actions des sociétés poursuit sa croissance à +14,6% en mai contre +14,2% en avril.

La croissance de l'encours des crédits bancaires se ralentit également à +12,2% en g.a. à fin mai, contre +12,3% en g.a. à fin avril. Ce ralentissement s'explique principalement par la moindre croissance des prêts à moyen et long terme aux entreprises (+652,8 Mds RMB en mai contre +660,5 Mds RMB en avril) et aux ménages (+442,6 Mds RMB en mai contre +491,8 Mds RMB en avril), le gouvernement chinois ayant récemment restreint les enveloppes de crédits immobiliers susceptibles d'être distribuées par les banques. En revanche, les nouveaux prêts à court terme aux ménages augmentent de +180,6 Mds RMB en mai contre +36,5 Mds RMB en avril. Pour rappel, la croissance de l'encours des crédits bancaires devrait progressivement se tarir au cours des prochains mois, la PBoC ayant indiqué (et requis) que la production de nouveaux crédits devait rester proche du niveau de 2020, 19 600 Mds RMB de nouveaux prêts ayant été alloués par le secteur bancaire au cours de l'exercice 2020. La croissance de l'encours des dépôts bancaires se stabilise à +8,9% en g.a. en mai. Les encours des dépôts des ménages, des administrations publiques et des institutions financières non-bancaires augmentent respectivement de +107,2 Mds RMB, +925,7 Mds RMB et +783 Mds RMB en mai. Par contre, l'encours des dépôts des entreprises se réduit de -124 Mds RMB, en liaison avec la baisse du financement par les obligations.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 rebondit à +8,3% en mai contre +8,1% en avril.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Finance verte : la PBoC a élargi à de nouvelles activités son « Programme d'évaluation des institutions financières bancaires en matière de finance verte »

Le 9 juin, la PBoC a élargi à de nouvelles activités son « Programme d'évaluation des institutions financières bancaires en matière de finance verte », auparavant limité aux seuls prêts verts, et a annoncé que ce travail d'évaluation serait effectué tous les trimestres à partir du mois de juillet 2021. L'évaluation des banques en matière de finance verte figurera notamment dans les outils de gestion prudentielle de la PBoC.

Ce programme précise que la finance verte fait référence à diverses activités exercées par des institutions financières bancaires se conformant aux normes de financement vert et aux réglementations connexes, y compris les prêts verts, les titres verts, les investissements verts en equity, les crédits-baux verts, les fiducies vertes, et la gestion de patrimoine verte.

Selon le programme, les indicateurs d'évaluation seront soit quantitatifs soit qualitatifs. Le poids des indicateurs quantitatifs dans l'évaluation des actifs verts est de 80%, et le poids des indicateurs qualitatifs est de 20%. Les indicateurs quantitatifs d'évaluation comprennent quatre éléments : la proportion de la finance verte dans les encours totaux, la part de marché de la banque en matière de finance verte, le taux de croissance annuel des activités totales de finance verte et la proportion des actifs non-performants ressortissant à la finance verte dans les activités totales. Un élément a été supprimé par rapport à l'ancienne version, la proportion de la croissance des prêts verts (probablement pour lutter contre le « green washing »).

24 grandes banques (y compris les deux principales banques de développement) seront évaluées dans le cadre de ce programme : China Development Bank, Agricultural Development Bank of China, Export-Import Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China, Agricultural Bank of China, Bank of China, China Construction Bank, China Postal Savings Bank, Bank of Communications, China CITIC Bank, China Everbright Bank, Huaxia Bank, China Guangfa Bank, Ping An Bank, China Merchants Bank, Shanghai Pudong Development Bank, Industrial Bank, China Minsheng Bank, Hengfeng Bank, Zheshang Bank, Bohai Bank, Bank of Beijing, Bank of Shanghai, Bank of Jiangsu.

Réglementation : la PBoC examine les premières demandes de licence de holding financière

Le 4 juin, la PBoC a publié des avis indiquant qu'elle traitait les demandes de licence de holding financière de Citic Corp. Ltd., une unité de Citic Group Corp., et de China Everbright Group Ltd. Ces deux entités sont parmi les premières à demander ce type de licence après que la PBoC a annoncé de nouvelles règles en septembre 2020 pour les compagnies financières. Everbright sera entièrement enregistré en tant que holding financière après approbation. En revanche, Citic Group transfèrera ses activités bancaires, de valeurs mobilières, de fiducie, d'assurance et de crédit à la consommation à une nouvelle unité séparée de ses opérations non financières.

Pour mémoire, la PBoC a créé une nouvelle réglementation régissant les holdings financières en exigeant des licences pour les sociétés qui contrôlent des activités dans deux institutions financières au moins, visant à gérer les risques des sociétés non financières dans les services financiers, à la suite de scandales impliquant Anbang Insurance Group Co. Ltd., HNA Group Co. Ltd. et Tomorrow Holding Co. Ltd. Cette nouvelle réglementation - qui est entrée en vigueur le 1er novembre 2020 - exige que ces sociétés possèdent au moins 5 Mds RMB (731M USD) de capital social pour être agréées en tant que « holdings financières ». Les groupes disposant d'une banque

commerciale et d'actifs financiers dépassant 500 Mds RMB (73,1 Mds USD), ou ceux dont les actifs financiers dépassent 100 Mds RMB doivent demander une licence. Les groupes financiers qui se voient refuser la licence doivent vendre leurs participations dans les entités financières et/ou en abandonner le contrôle.

Banques : la méthode de fixation des taux d'intérêt des dépôts bancaires est en cours de révision

Un projet visant à encourager l'autodiscipline des banques en matière de fixation des taux d'intérêt qu'elles pratiquent sur leurs dépôts a été examiné et approuvé lors de la réunion de travail portant sur le "mécanisme d'autodiscipline pour la fixation des taux d'intérêt du marché" tenue le 1er juin. A l'issue de cette réunion, il a été proposé de modifier la méthode de fixation des plafonds de taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales en passant du régime actuel de "taux d'intérêt de référence*multiple" à un régime de "taux d'intérêt de référence + points de base". Les points de base seront plafonnés en fonction des types de banques commerciales.

M. LIU Guoqiang, vice-gouverneur de la PBoC, a confirmé lors de la réunion que la banque centrale chinoise poursuivait le travail de réforme entamé ces dernières années sur la fixation des taux d'intérêt des prêts bancaires, afin d'aboutir à une réduction significative des taux d'intérêt réels des prêts et de faire en sorte que le système financier transfère une partie de ses bénéfices vers l'économie réelle. La réunion susmentionnée visant cette fois le volet des dépôts a pour objectif de poursuivre la réforme en matière de réduction des coûts de financement mentionnée dans le "Rapport sur la mise en œuvre de la politique monétaire au T1" publié par la PBoC. M. Ming Ming, directeur adjoint de l'Institut de recherche de la CITIC Securities, explique que, consécutivement à une baisse significative des dépôts structurels l'an dernier grâce à des mesures efficaces, la banque centrale chinoise continue de renforcer le contrôle sur les dépôts en veillant à ce que ces derniers ne soient pas rémunérés à des taux d'intérêt trop élevés par certaines banques et à ce que les informations sur les dépôts en provenance des autres régions soient intégrées dans le système MPA (Macro Prudential Assessment) afin de maintenir la stabilité des coûts liés aux dettes des banques. Cette réforme serait propice à la baisse des taux d'intérêt des dépôts et favoriserait ainsi davantage la réduction du coût de l'intermédiation bancaire. M. Zhou Maohua, analyste des marchés financiers de l'Everbright Bank, estime qu'en donnant davantage de liberté aux institutions financières dans la fixation des taux des dépôts bancaires, cette réforme contribuerait à accroître la marge de manœuvre des institutions en termes d'endettement et à améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources du marché ainsi que du canal de transmission de la politique monétaire.

Il convient de noter que dans un contexte où les taux d'intérêt des dépôts baissent trop rapidement, les dépôts structurés ainsi que les produits de gestion de fortune (WMPs) bénéficient d'un effet de report et freinent dans une certaine mesure la baisse du coût du passif des banques.

Pour mémoire, le Comité en charge du "Mécanisme d'autodiscipline pour la fixation des taux d'intérêt du marché" (Market interest rate pricing self-discipline mechanism), qui est composé d'institutions financières, a été créé en septembre 2013. Ses principales missions consistent à : établir les directives de travail et les règles sur les activités connexes ; établir les normes d'évaluation prudentielles ainsi que le suivi des performances des institutions financières et effectuer des évaluations sur les institutions financières volontaires ; établir les règles de cotation des taux d'intérêt de référence du marché tels que le Shibor (Shanghai Interbank Offered Rate) et le LPR (Loan Prime Rate) ; organiser, superviser et évaluer les cotations et publications centralisées ; superviser la fixation des prix des produits financiers et gérer de manière auto-disciplinaire le comportement de ses membres en termes de fixation des prix ; exhorter les membres à mettre en œuvre les lois et règlements pertinents et maintenir des

conditions de concurrence satisfaisantes sur le marché ; organiser et coordonner des groupes de travail dans la recherche, le développement et l'innovation de produits financiers en corrélation avec les taux d'intérêt de référence du marché. Le Comité en charge du mécanisme est composé de 14 membres principaux et de plusieurs centaines d'autres membres ou de membres observateurs : ICBC, ABC, CCB, PSBC (Postal Savings Bank of China), CITIC Bank, Industrial Bank, Minsheng Bank, Bank of Shanghai, CDB, BOC, Bocom, CMB (China Merchants Bank), SPDB (Shanghai Pudong Development Bank), Everbright Bank et PingAn Bank.

Banques : la CBIRC a infligé une amende totale de 5,3M RMB à quatre banques pour violation de la réglementation sur les prêts immobiliers

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a infligé une amende totale de 5,3M RMB (828 000 USD) à quatre banques pour ne pas avoir examiné en profondeur l'affectation des prêts à la consommation personnels et des prêts aux entreprises, qui ont été détournés de leur objet pour financer des acquisitions de biens immobiliers. Les succursales à Pékin de Postal Savings Bank of China, China Merchants Bank et China Guangfa Bank, et deux succursales de Shanghai Pudong Development Bank à Pékin ont reçu l'ordre de prendre immédiatement des mesures efficaces pour améliorer les procédures d'accord de crédits et recouvrer les prêts qui enfreignaient les réglementations. Les personnes responsables concernées des violations ont également été condamnées à une amende totale de 350 000 RMB.

Pour mémoire, le gouvernement chinois intensifie la pression sur les institutions financières afin de contrôler la dynamique des prêts immobiliers, dans le sillage des plafonds de prêts immobiliers imposés en décembre aux grandes banques. Ces mesures font partie d'une campagne visant à corriger la surchauffe du marché immobilier et à prévenir les risques systémiques dans le secteur financier. En mars, la CBIRC, le ministère du Logement et du Développement urbain et rural et la banque centrale ont diligenté une inspection, au niveau national, des prêts aux entreprises accordés par les banques, de manière à cibler les comportements délictueux des emprunteurs qui détournent de leur objet les crédits aux entreprises pour spéculer sur le marché du logement.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Chiffres actualisés du commerce bilatéral entre janvier et avril 2021: les exportations françaises supérieures à leur niveau de 2019 grâce au rebond des ventes aéronautiques-(source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont fortement augmenté** sur les 4 premiers mois de 2021 par rapport à leur niveau de 2020 (+57,3 % à 7,5 Mds EUR) tirées par un effet de base important, les exportations ont baissé de 31,8 % sur les 4 premiers mois de 2020, ainsi que par une remontée soudaine des ventes aéronautiques en avril 2021 (878 MEUR vs. 96 MEUR en avril 2020), premier poste des exportations françaises.
- **Les exportations françaises sont supérieures à leur niveau de 2019** (7,5 Mds EUR vs. 7,0 Mds EUR) malgré les ventes inférieures du secteur aéronautique (2,8 Mds EUR vs. 1,3 Md EUR).
- **Les exportations dans les autres secteurs sont également dynamiques.** Dans un contexte où les touristes chinois ne peuvent plus voyager en France, les exportations françaises de produits de luxe^[1] ont fortement augmenté par rapport à 2020 (+ 122,0 % en g.a. à 1,9 Md EUR pour l'ensemble du secteur ; +381,7 % à 771 MEUR pour la maroquinerie) ; les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également bondi (+60,0 % à 1,3 Md EUR) grâce aux ventes d'alcools (+91,0 % à 340 MEUR) et de produits de la culture et de l'élevage – en particulier de céréales – (+62,0 % à 305 MEUR) et de viandes (+64,6 % à 234 MEUR).
- **Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter** : +22,3 % en g.a. à 19,2 Mds EUR, du fait d'un effet de base (les importations avaient diminué de 6,3 % sur les 4 premiers mois de 2020).
- Les achats de produits **informatiques et électroniques sont restés dynamiques** (+34,0 % en g.a. à 5,5 Mds EUR), dont les téléphones (+33,7 % à 2,0 Md EUR) et les ordinateurs (+27,2 % à 2,0 Md EUR).
- Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-14,3 % en g.a. à 2,6 Mds EUR) du fait de la chute des importations de masques en avril (48 MEUR vs. 687 MEUR).
- Le déficit commercial français a augmenté par rapport à 2020: +7,0 % à 11,6 Mds EUR.

^[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à avril 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	26 697	+30,5 %
Exportations françaises	7 525	+57,3 %
Matériel de transport	1 453	+128,9 %
Agricole et agroalimentaire	1 289	+60,0 %
Chimie, parfums, cosmétiques	1 287	+28,0 %
Importations françaises	19 173	+22,3 %
Informatique, électronique	5 478	+34,0 %
Textile, habillement, chaussures	2 647	-14,3 %

Equip. électriques et ménagers	2 416	+27,0 %
Balance commerciale	-11,6	Augmentation du déficit de 7,0 % (+761 MEUR)

Importation de masques en provenance de Chine (MEUR)

janv -20	févr -20	mars -20	avr -20	mai- 20	juin -20	juil -20	août -20	sept -20	oct -20	nov -20	déc -20	janv -21	févr -21	mars -21	avr -21
17	20	41	687	1 538	915	572	401	396	214	119	56	50	57	51	48

Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - mai 2021 (source : douanes chinoises)

- **+27,9 % à 263,9 Mds USD pour les exportations de biens en mai en g.a.**, en-dessous des prévisions (estimation médiane de 32,1 % des économistes sondés par Reuters). Cette décélération par rapport à avril (+32,8 %) peut s'expliquer par **(i)** la hausse des coûts des matières premières et du fret, **(ii)** l'appréciation du Yuan, et **(iii)** le cluster de cas de Covid-19 dans la province du Guangdong entraînant un ralentissement des ports et des usines.

- Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+20,6 % à 44,9 Mds USD), l'Union européenne (+12,6 % à 39,9 Mds USD), l'ASEAN (+40,6 % à 39,2 Mds USD), Hong Kong (+27,9 % à 26,7 Mds USD), et la Corée du Sud (+29,9 % à 12,5 Mds USD).

Les exportations dans la majorité des secteurs ont augmenté, en particulier les produits électriques et mécaniques (+27,0 % à 153,3 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+25,1 % à 11,3 Mds USD) ainsi que les produits de haute technologie (+15,7 % à 72,9 Mds USD). Les exportations d'ordinateurs (-4,0 % à 18,8 Mds USD) ont marqué le pas, probablement du fait de la pénurie de semi-conducteurs. Celles de produits textiles (-41,3 % à 12,1 Mds USD ; comprend les masques) ont chuté de par l'effet de base important.

- **Sur les cinq premiers mois, les exportations ont augmenté de 42,2 % (à 1 237,6 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 7,8 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques vers les Etats-Unis (+49,8 % à 206,1 Mds USD), l'UE (+38,0 % à 190,0 Mds USD) et l'ASEAN (+39,3 % à 185,5 Mds USD). Les hausses des exportations de produits mécaniques et électriques (+42,0 % à 736,7 Mds USD) et de produits de haute technologie (+35,6 % à 361,5 Mds USD) ont été les plus importantes.

- **+51,1 % à 218,3 Mds USD pour les importations des biens en mai, le plus haut niveau depuis janvier 2011.** Cette hausse importante peut s'expliquer par la flambée des prix des produits de base, la forte reprise en Chine et par l'effet de base (les importations ont baissé de 16,4 % en mai 2020).

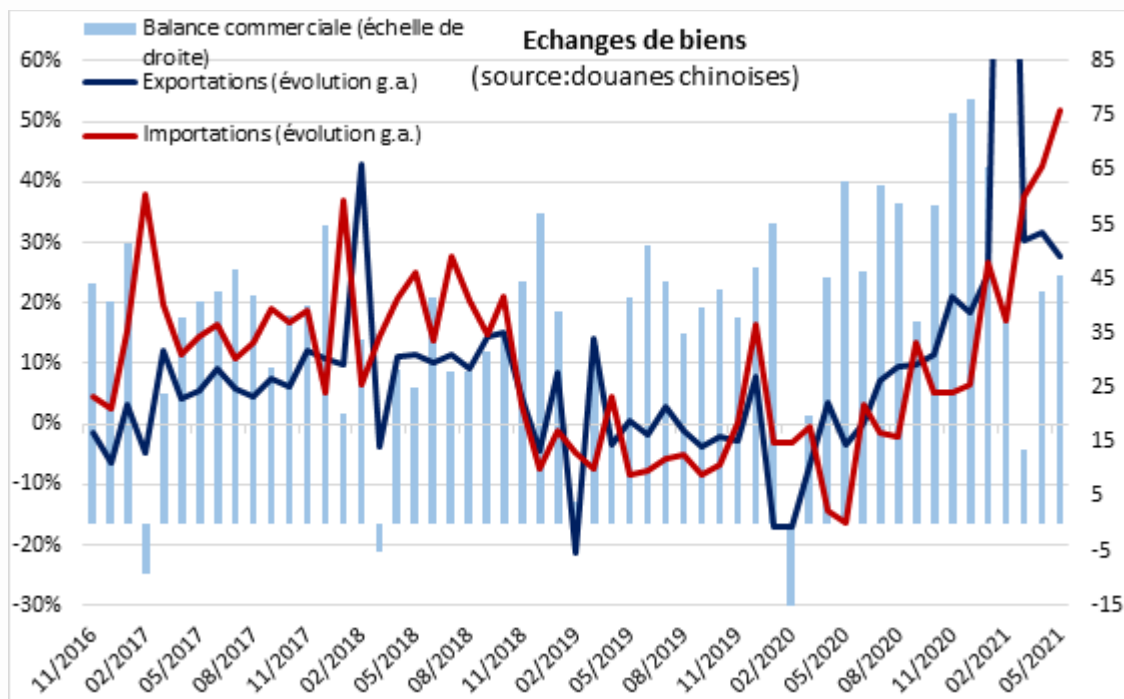
Les importations en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance de l'ASEAN (+53,8 % à 33,1 Mds USD), de l'Union européenne (+57,7 % à 27,2 Mds USD) dont la France (+91,2 % à 3,5 Mds USD), de Taiwan (+29,5 % à 19,2 Mds USD) et des Etats-Unis (+40,5 % à 13,1 Mds USD).

Les importations de la majorité des marchandises ont bondi : produits électriques et mécaniques (+34,9 % à 91,8 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+25,0 % à 33,2 Mds USD) et les ordinateurs (+39,0 % à 6,0 Mds USD) ; produits de haute technologie (+30,8 % à 66,1 Mds USD) ; produits agricoles (+37,3 % à 19,8 Mds USD) ; minerais de fer (+105,3 % à 15,6 Mds USD).

- **Sur l'ensemble des cinq premiers mois, les importations ont augmenté de 35,6 % (à 1 034,1 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 7,7 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques en provenance de l'ASEAN (+38,9 % à 150,9 Mds USD), de l'UE (+39,9 % à 127,5 Mds USD), des Etats-Unis (+59,8 % à 73,6 Mds USD) et d'Australie (+33,3 % à 62,4 Mds USD). Les hausses des importations de produits électriques et mécaniques (+30,9 % à 441,9 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+27,2 % à 160,0 Mds USD), de produits de haute technologie (+29,1 % à 316,2 Mds USD) et de produits agricoles (+33,9 % à 87,8 Mds USD) ont été les plus importantes.
- **L'excédent commercial sur le mois de mai s'élève à 45,5 Mds USD** (par rapport à 62,9 Mds l'année précédente).

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-mai 2021 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	2 271,7	+38,1 %
Exportations chinoises	1 237,6	+40,2 %
Importations chinoises	1 034,1	+35,6 %
Balance commerciale	203,4	augmentation de la balance commerciale de 84,7 Mds USD



Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-mai 2021 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	150,9	14,6	+38,9 %
Union européenne	127,5	12,3	+39,9 %
dont Allemagne	49,5	4,8	+34,0 %
dont France	15,6	1,5	+53,4 %
Taiwan	93,2	9,0	+35,3 %
Corée du Sud	81,8	7,9	+26,3 %
États-Unis	73,6	7,1	+59,8 %
Japon	82,7	8,0	+29,0 %
Australie	62,4	6,0	+33,3 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-mai 2021 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	206,1	16,6	+49,8 %
Union européenne	190,0	15,4	+38,0 %
ASEAN	185,5	15,0	+39,3 %
Hong Kong	127,2	10,3	+38,4 %
Japon	66,4	5,4	+17,3 %
Corée du Sud	56,7	4,6	+32,3 %

Politique commerciale : la Chine adopte une nouvelle loi pour contrer les sanctions étrangères

Le 10 juin, le comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) – le législateur chinois - a approuvé une nouvelle [loi pour contrer les sanctions étrangères](#) ([traduction en anglais non-officielle](#)).

La loi, entrée immédiatement en vigueur, permet la création d'une liste, gérée par le conseil des affaires de l'Etat, dans laquelle pourront figurer les individus et organisations directement ou indirectement impliqués dans la formulation, l'adoption et la mise en œuvre de mesures restrictives vis-à-vis de la Chine, mais aussi leurs familles ainsi que les cadres et les personnes exerçant un contrôle au sein des organisations mentionnées. Il semble dès lors possible que des parlementaires ou des *think tanks*, en sus des multinationales, pourront être visés par ces mesures.

La loi, d'une portée très large, viserait ainsi à (i) protéger les intérêts des entreprises chinoises face aux sanctions économiques américaines et (ii) construire une base juridique à la mise en œuvre de sanctions chinoises (à l'exemple de celles récemment prises contre des entités et individus européens). Le renforcement de l'arsenal législatif en réponse aux sanctions étrangères avait été défini en mars, dans le rapport d'activité du Comité permanent de l'Assemblée nationale, comme l'une des priorités du gouvernement chinois.

Les sanctions prévues par la loi incluent le gel des avoirs, le refus ou d'annulation de visas, l'interdiction de transactions sur le territoire chinois et plus largement « toute autre mesure nécessaire »

Relations Chine - US : le Sénat américain adopte un projet de loi visant à concurrencer le secteur technologique chinois

Le Sénat américain a adopté un projet de loi intitulé « [US Innovation and Competition Act](#) » qui prévoit plus de 250 Mds USD pour assurer le maintien de l'avantage concurrentiel technologique sur la Chine, en particulier dans les secteurs de l'intelligence artificielle et de l'informatique quantique (120 Mds USD) et dans les semi-conducteurs (52 Mds USD).

Le projet de loi contient également des mesures visant directement la Chine, notamment :

- l'interdiction des agences gouvernementales d'acquérir des drones fabriqués par des entreprises chinoises ;
- l'interdiction des employés fédéraux de télécharger l'application TikTok ;
- la création d'un examen de contrôles à l'exportation d'articles qui pourraient être utilisés pour soutenir des violations des droits de l'Homme ;
- la création de sanctions à l'encontre des entités chinoises impliquées dans des cyberattaques américaines ou dans le vol de propriété intellectuelle d'entreprises américaines.

Relations Chine-US : le ministre du Commerce Wang Wentao s'est entretenu avec le secrétaire au Commerce Gina Raimondo

Le 10 juin (heure à Pékin) / 9 juin (heure à Washington), le ministre du Commerce Wang Wentao s'est entretenu pour la première fois avec son homologue américaine Gina Raimondo. Selon le [communiqué chinois](#), les deux parties ont échangé sur les questions d'intérêt commun d'une manière « franche et pragmatique », et ont convenu de poursuivre les discussions dans le futur.

Pour rappel, c'est le 3^e dialogue du haut niveau en un mois sur la relation commerciale et économique entre la Chine et les Etats-Unis ; à la suite des entretiens de Liu He avec Katherine Tai ([voir les brèves de la semaine du 24 mai](#)) et Janet Yellen ([voir les brèves de la semaine du 31 mai](#)).

Relations Chine - US : les Etats-Unis ciblent les aimants en terres rares chinois pour d'éventuels droits de douane

Le département du Commerce envisage d'ouvrir une enquête pour déterminer si les importations d'aimants en terres rares (neodymium), utilisés pour fabriquer notamment les smartphones et les moteurs de véhicules électriques et fabriqués en grande partie en Chine, constituent une menace pour la sécurité nationale qui pourrait justifier l'imposition de droits de douane.

La base juridique de l'enquête est la Section 232 d'une loi 1962 qui n'a été que très peu utilisée jusqu'au mandat de Donald Trump, qui l'a utilisée pour imposer des droits de douanes sur les importations d'acier et d'aluminium. Selon l'université de Birmingham, la Chine produit 88 % du neodymium mondial devant le Japon. La demande de neodymium devrait fortement augmenter, passant de 130 000 tonnes en 2020 à 270 000 en 2030.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Climat des affaires : enquête annuelle 2021 de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine sur la confiance des entreprises

La Chambre de commerce de l'Union européenne (EUCCC) a présenté le 8 juin les résultats de son [enquête annuelle de confiance](#), conduite auprès de 585 entreprises européennes en février 2021.

L'année 2020 s'est montrée positive concernant les résultats financiers des entreprises sondées, qui ont bénéficié de la reprise rapide de l'économie chinoise ; la plupart (68 %) restent par ailleurs optimistes quant à une croissance en 2021.

Le Covid-19 est considéré comme étant le défi le plus important des sondés (50 % d'entre eux) en particulier par les restrictions de voyage en dehors de Chine empêchant le personnel étranger de revenir en Chine.

Les tensions géopolitiques auraient conduit un certain nombre d'entreprises à réorganiser leurs chaînes de valeur en renforçant leur présence en Chine afin d'éviter les disruptions et de renforcer leur position sur le marché local. 26 % prévoient cependant de relocaliser une partie de leur production en Chine tandis que 5 % prévoient de délocaliser hors de Chine. La politisation accrue du climat des affaires reste. Cependant, de nombreuses entreprises (41 %) ont noté une politisation des affaires plus importante que l'année précédente.

Les défis récurrents des entreprises (insécurité juridique, transferts forcés, inégalité de traitement, concurrence des entreprises d'Etat, protection de la propriété intellectuelle) n'ont pas connu d'amélioration par rapport à l'année dernière. La facilité de faire des affaires en Chine a stagné en 2020, 10 % (+1 pt) des sondés notant une amélioration par rapport à l'année précédente, 47 % (-2 pts) ; une détérioration. Les entreprises européennes sont pessimistes quant à la levée de futurs obstacles réglementaires, 46 % (+2 pts) des entreprises interrogées anticipant des obstacles plus nombreux au cours des cinq prochaines années, tandis que 25 % (-4 pts) seulement prévoient une amélioration. Pour la cinquième année consécutive, l'insécurité juridique - caractérisée par des textes de loi trop ambigus (47 % + 1 pt) et par un environnement juridique trop instable (29 %, -5 pts) - est l'obstacle réglementaire le plus cité par les sondés, suivi par les barrières au marché et les restrictions d'investissement (29 %).

La Chambre appelle les autorités chinoises à accélérer le rythme des réformes afin d'octroyer aux entreprises européennes un « *level playing field* » équitable.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Economie numérique : un plan d'orientation du ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) fixe l'objectif pour la Chine de devenir *leader mondial* sur la *blockchain* d'ici 2025

Le 7 juin, le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) et l'administration du cyberspace (CAC) ont publié un [plan d'orientation](#) pour promouvoir l'application et le développement de l'industrie de la technologie *blockchain*. Il fixe l'objectif pour la Chine de devenir *leader mondial* d'ici 2025 et de cultiver trois à cinq champions nationaux, qui devront être compétitifs à l'échelle internationale d'ici cinq ans.

S'agissant de la technologie *blockchain* en elle-même, le plan appelle à établir un système de standards et de normes, qu'il conviendra de promouvoir au sein d'enceintes de standardisation internationales. Enfin, conformément à une logique propre aux politiques industrielles chinoises pour les secteurs émergents, la création de zones pilotes de développement de la *blockchain* s'appuyant sur les avantages comparatifs régionaux est aussi mentionnée.

S'agissant des applications de la technologie *blockchain*, le plan reprend des cas d'usages déjà évoqués, à savoir la gestion pour les citoyens de leur « identité numérique », dont le stockage de leurs données médicales. Le plan insiste sur deux volets. (1) L'application de la *blockchain* à l'économie réelle, notamment dans la finance, la gestion des chaînes d'approvisionnement, la traçabilité des produits, la gestion des données de santé, d'éducation, d'identité et le partage des données. Des entreprises (BAT, mais aussi des start-up ayant bénéficié d'investissements importants) proposent déjà des solutions commerciales dans les secteurs de la finance, logistique et l'internet des objets (IoT). (2) S'agissant des services publics, le plan prévoit l'établissement d'une plateforme pour le partage de données gouvernementales, l'utilisation de la *blockchain* à des fins de certifications (dans un dépôt judiciaire par exemple), ou encore pour la *smart city* (connexion et partage d'information inter-villes). Enfin, le plan appelle à intégrer les solutions *blockchains* à d'autres technologies innovantes, comme l'internet industriel, le *big data*, le *cloud computing* et l'intelligence artificielle d'ici 2030.

En Chine, le développement de la *blockchain* est encouragé depuis 2016. Publiés en mars dernier, le 14^{ème} plan quinquennal et la vision 2035 identifient tous deux la *blockchain* comme l'une des industries numériques émergentes, ciblant aussi des applications dans la finance et les chaînes d'approvisionnement. En octobre 2019, l'importance de la *blockchain* avait été confirmée par l'appel de Xi Jinping à faire de son développement une stratégie nationale en y consacrant des efforts d'innovation. Aussi sont apparus des cas d'usages concrets dès 2018 : fin 2019, la Chine concentrait le quart des projets mondiaux liée à la technologie *blockchain*.

De même, la promotion de la coopération internationale en matière de *blockchain* (sous l'éventail *Belt and Road* dans le plan) n'est pas nouvelle. Le lancement en avril 2020 du *Blockchain Service Network* (BSN) démontrait déjà la volonté de la Chine de se positionner sur cette technologie à l'échelle mondiale, voire d'en être l'architecte. Ce réseau est en effet présenté comme assurant l'interopérabilité des applications utilisant la *blockchain*, s'apparentant ainsi à un « internet des *blockchains* ». Pour mémoire, le modèle chinois de gouvernance *blockchain* consiste à l'utiliser pour établir la confiance entre parties prenantes de transactions traçables, tout en préservant le rôle de contrôle de l'Etat dans le dispositif.

Investissements dans les technologies : certains « fonds d'orientation » publics peinent à atteindre leurs objectifs

Des « fonds d'orientation » d'investissements dans les technologies font état de [difficultés](#) à atteindre leurs objectifs de rendement. Les principales raisons seraient l'incapacité des entreprises investies à lancer leur IPO, ainsi que des restrictions (géographiques et sectorielles) dans les choix de prises de participation.

Ces « fonds d'orientation » publics, qui fonctionnent de manière analogue aux fonds de capital-investissement, représentent une part importante de l'effort des autorités pour développer l'innovation indigène et la montée en gamme industrielle. Au T1-2021, on en dénombre environ 1 800 (contre 71 il y a dix ans). Deux principales raisons sont évoquées par le *Financial Times*. Un système de quota conduit parfois ces fonds à prendre des parts au sein d'entreprises peu attractives : par exemple, certains fonds soutenus par la municipalité de Pékin sont tenus de consacrer 70% de leurs investissements à des entreprises de fabrication avancée et de produits chimiques spécialisés. De plus, les entreprises rencontrent des difficultés pour leur entrée en bourse : durant les quatre premiers mois 2021 par exemple, la moitié des demandes d'entrée aux bourses de Hong Kong et Shenzhen n'a pas été approuvée. D'autres éléments (redondances au regard du nombre important de fonds ; aversions aux risques ; sommes levées parfois non investies au sein des projets...) peuvent compléter cette analyse. Ainsi, ces fonds [n'ont permis de lever que 672 Mds USD](#) (au T1-2020) alors qu'ils ciblaient 1 550 Mds USD.

Santé : approbation d'un sixième vaccin (virus inactivé) contre le Covid-19 en procédure d'urgence

Le 9 juin a été approuvé un [sixième vaccin](#) contre le Covid-19 en procédure d'urgence. Il s'agit d'un vaccin inactivé, développé par l'Académie chinoise des sciences médicales. Assurée par son propre institut de biologie médicale, la production de vaccins devrait s'élever à 1 Md de doses annuelles à partir de fin 2021.

A l'instar des autres vaccins (sauf CanSino), deux doses seront nécessaires, espacées de deux à quatre semaines. Pour mémoire, cinq autres vaccins sont approuvés sur le marché chinois : trois inactivés (Sinovac, deux de Sinopharm), l'un à adénovirus (CanSino) et le cinquième à protéine recombinante (Anhui Zhifei Longcom Biopharmaceutical).

Automobiles : les autorités souhaitent que 95% des véhicules produits soient recyclables d'ici 2023

Un [document](#) publié conjointement par le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), le ministère des Sciences et technologies (MOST) et le ministère du Commerce (MofCom), [détaille les responsabilités](#) incombant aux constructeurs automobiles sur la fin de vie des composants de véhicules. Les constructeurs automobiles sont encouragés à s'assurer que les composants (comme les batteries) sont acheminés vers des filières de recyclage officielles, voire à créer leur propre système de recyclage. Ils devront ainsi s'assurer que [95%](#) de chaque véhicule produit soit recyclable d'ici 2023.

Ces nouvelles réglementations devraient créer des opportunités pour le marché du recyclage des matériaux de véhicules. Selon les données du ministère du Commerce, en 2019, la Chine a recyclé 1,95 M de véhicules sur environ 9,1 M jetés, soit seulement 21,4%. S'agissant des véhicules à énergie nouvelle (VEN), il est estimé que moins de la moitié des batteries sont intégrées aux circuits de recyclage. Ces chiffres semblent néanmoins évoluer : [2,4 M](#) de véhicules recyclés en 2020, dont [332 000 moteurs](#). En 2020, une évolution réglementaire

concernant [la fin de vie des véhicules](#) visait déjà à renforcer la standardisation des pratiques, et obligeait les entreprises de recyclage à renseigner des données sur les différents composants des véhicules mis au rebut. De même, des orientations de 2018 appelaient au recyclage de [batteries](#) pour les véhicules électriques, dans un contexte où la Chine a fixé un objectif de part de marché des VEN à 20% d'ici 2025. Un [rapport de Greenpeace Asia](#) de novembre 2020 estimait que l'équivalent de 32 GWh d'anciennes batteries pourrait être recyclé en Chine en 2025, ce qui serait suffisant pour couvrir les besoins en alimentation de secours de toutes les stations de télécommunications 5G de Chine et permettrait d'éviter l'émission de 63 millions de tonnes de CO2 liée à la fabrication de nouvelles batteries.

Economie numérique : les autorités chinoises veulent réprimer les opérations promotionnelles excessives en ligne, jugées anti-concurrentielles

Selon [Late Poste](#), plusieurs plateformes de e-commerce, parmi lesquelles Pinduoduo et Meituan, auraient reçu des mises en demeure de la part de l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) à la fin du mois de mai. Dans ces lettres, la SAMR aurait intimé à ces entreprises de mettre fin à leurs pratiques de ventes promotionnelles subventionnées, jugées abusives. Ces opérations de vente « à un centime » (一分钱秒杀) avaient déjà été dénoncées par la SAMR au mois de mars dernier : plusieurs plateformes avaient été sanctionnées parmi lesquelles Nice Tuan, Duoduomai et Meituan.

La pratique des ventes à un yuan, notamment répandue pour les courses alimentaires, consiste à attirer de nouveaux clients via des opérations subventionnées. La campagne contre ces opérations jugées anti-concurrentielles s'inscrit dans le cadre de la lutte du gouvernement contre les pratiques jugées anti-concurrentielles de certaines plateformes numériques. C'est par exemple le cas du *erxuanyi* (二选一), consistant à forcer les vendeurs à n'être présents que sur une seule plateforme ou des accords *de hub and spoke*, qui sont définis comme des restrictions horizontales au niveau du fournisseur permettant de mieux contrôler la concurrence entre les revendeurs. Plus généralement, la lutte contre les monopoles et le renforcement du cadre juridique entourant l'utilisation des données témoignent de la volonté de reprise en main de l'économie numérique par les autorités, présentée comme une volonté de promouvoir le « développement sain de l'économie de plateforme ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : le géant chinois du charbon Jinneng prévoit d'augmenter sa capacité de production d'environ 65 % pendant le 14^e plan quinquennal

La deuxième plus grande société du secteur du charbon en Chine, Jinneng Holding Group, prévoit d'augmenter sa capacité de production de 64,47 % pendant la période du 14^e plan quinquennal (2021 – 2025), soit un total de 500 millions de tonnes (Mt) par an, a déclaré le président du groupe Guo Jingang, lors de la 9^e Conférence nationale sur les sciences et technologies de l'industrie du charbon. Le géant du charbon, fruit de la fusion des 6 principales entreprises charbonnières de la province du Shanxi en 2020 (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 12 octobre 2020](#)), détient actuellement des actifs d'une valeur totale estimée à 1140 milliards de RMB avec une capacité de production annuelle de 400 Mt, juste après China Energy Investment, qui a produit à lui seul 530 Mt de combustibles l'année dernière.

D'après Guo Jingang, les futurs plans d'accroissement de la production de Jinneng reposeront principalement sur l'exploitation de ses mines dans le Xinjiang. Le groupe a chargé le China Coal Technology & Engineering Group de lui préparer un plan de développement industriel pour la région autonome du Xinjiang. Pour rappel, le Xinjiang fait partie des principales régions de production de charbon en Chine, avec une capacité s'élevant à 266 Mt en 2020, soit 6,82 % de la production totale du pays. Selon [la Directive](#) sur le développement de haute qualité de l'industrie du charbon dans le cadre du 14^e plan quinquennal, publiée par la China Coal Industry Association (CCIA) le 3 juin, la capacité de production de la région devrait être portée à environ 300 Mt par an, soit à peu près 10 % de plus qu'à la fin du [13^e plan quinquennal](#).

Malgré l'objectif national de neutralité carbone d'ici 2060, le charbon continuera à dominer le bouquet énergétique de la Chine dans les prochaines années, avec un taux de croissance annuel de la consommation estimé à 1% par la CCIA jusqu'en 2025. Selon [les données](#) publiées par le Bureau des statistiques de la Chine en février 2021, la consommation chinoise de charbon en 2020 a atteint 4,98 milliards de tonnes, soit une hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Le charbon représente encore plus de la moitié de la consommation totale d'énergie du pays, la Chine restant dépendante à ce combustible bon marché qui lui permet d'assurer sa sécurité énergétique.

Environnement: le Conseil des affaires de l'Etat appelle à un reboisement organisé de manière « scientifique » face au risque sur les ressources en eau que représentent les programmes de reforestation

Le Conseil des affaires de l'Etat a publié le 2 juin une [directive](#) en vue de promouvoir un verdissement « scientifique » du territoire, appelant à des efforts conjoints de la NFGA (Administration nationale des forêts et des prairies), de la NDRC (Commission nationale pour le développement et la réforme), du MoT (ministère des Transports), du MWR (ministère des Ressources en eau), du MARA (ministère de l'Agriculture et des affaires rurales), de China Railway et de l'Agence météorologique chinoise. Dans le document et lors de la [conférence de presse](#) organisée le 7 juin, l'accent a été mis sur la nécessité d'une utilisation raisonnable des ressources en eau dans les programmes de reboisement. Notamment, le texte dispose que les plans de verdissement des zones arides dont la pluviosité est inférieure à 400 mm par an doivent justifier de ressources en eau suffisantes, et que la plantation d'arbres dans des zones qui entravent le débit des crues des lacs ou des rivières est interdite. Egalement, la directive demande aux autorités locales de préconiser l'utilisation d'espèces d'arbres diversifiées pour créer des forêts mixtes plutôt que des monocultures. Liu Dongsheng, directeur adjoint de la NFGA, a

expliqué lors de la conférence de presse que l'enjeu du travail de verdissement pendant la période du 14^{ème} plan sera de passer « de la quantité à la qualité », rappelant que la couverture forestière a déjà atteint 23,04% en Chine. Si la superficie forestière a augmenté ces dernières années en Chine, la qualité de la forêt a, elle, décliné, entraînant une diminution considérable du ruissellement des sols. C'est ce que montre une [étude](#) parue fin mars dans *Science Advances* sur les effets à long terme du reboisement à grande échelle sur l'érosion des sols et la prévention des tempêtes de sable en Chine du Nord. Les chercheurs montrent que les programmes de restauration écologique ont certes permis de réduire l'érosion des sols grâce au reboisement, mais que sur 18 ans, le ruissellement d'eau de surface a largement diminué. En outre, l'augmentation de la consommation d'eau par les nouvelles forêts plantées aurait accéléré l'épuisement des eaux souterraines en aval, intensifiant les tensions sur l'utilisation des ressources en eau.

Climat : le gouvernement souhaite rendre obligatoire la publication des émissions carbone pour les entreprises

Le gouverneur de la Banque populaire de Chine (PBoC) M. Yi Gang a déclaré vendredi dernier que la Chine visait à [rendre obligatoire](#) la divulgation des émissions carbone par les entreprises. L'annonce a été faite à l'occasion d'une conférence organisée par la Banque des règlements internationaux (BIS). Il a spécifié que l'objectif était d'abord d'atteindre une norme de comptabilisation des émissions uniforme avant de la rendre obligatoire, en commençant par une phase pilote pour certaines sociétés cotées et banques commerciales. Pour rappel, quelques jours plus tôt le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) publiait une directive pour que les émissions de CO₂ soient prises en compte dans les études d'impact environnemental pour les nouveaux projets des secteurs industriels les plus émissifs (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 4 juin 2021](#)).

Le secteur public pourrait également être concerné par ce devoir de *reporting*, comme le suggère un [avis](#) publié par la NDRC qui fixe à 400 millions de tonnes le plafond d'émissions annuel des institutions publiques chinoises (au nombre de 1,586 million en 2020) d'ici à 2025.

Ressources en eau : la Chine prévoit d'augmenter sa production d'eau dessalée de 84 % d'ici 2025

Avec 1,41 milliards d'habitants, la Chine compte environ 18 % de la population mondiale mais ne dispose que de 6 % des ressources en eau du globe. Depuis les années 60, elle manifeste un grand intérêt pour les technologies de dessalement de l'eau de mer. Le 2 juin, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et le ministère des Ressources naturelles (MNR) ont publié conjointement un [plan d'action](#) en vue de favoriser le développement et l'utilisation du dessalement en Chine pour la période 2021 - 2025.

Le plan fixe l'objectif que la quantité d'eau douce produite globalement par les stations de dessalement en Chine atteigne 2,9 millions de tonnes par jour à l'horizon 2025, soit une augmentation de 1,25 millions de tonnes par rapport à 2020, principalement dans les villes côtières et les zones insulaires. Pour rappel, l'[objectif fixé](#) pour la fin du 13^e plan quinquennal était de 2,2 millions de tonnes par jour, contre un chiffre réel de 1,65 millions de tonnes en fin 2020. Selon le [Rapport 2019](#) sur l'utilisation de l'eau de mer à l'échelle nationale, publié par le MNR en octobre 2020, la Chine disposait fin 2019 de 115 installations de dessalement, réparties dans les provinces et les régions souffrant de graves pénuries d'eau, dont le Zhejiang, le Shandong, le Hebei, Tianjin, le Liaoning et le Guangdong. Parmi eux, le programme de dessalement du Zhejiang est le plus important, sa capacité de production s'élevant à 407 800 tonnes par jour.

Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, le plan prévoit de renforcer la sécurité d'approvisionnement en eau de dessalement, d'encourager les parcs industriels des zones côtières à privilégier son utilisation et d'élargir les scénarios d'application des technologies de dessalement dans les industries pétrolière, minière, chimique et autres. Alors que l'eau dessalée est aujourd'hui principalement utilisée dans les domaines industriels, le plan compte également encourager les gouvernements locaux à l'utiliser pour l'approvisionnement public en eau urbaine en mettant en place des mesures incitatives comme des subventions.

Aéronautique : AVIC annoncé sortant du capital de Flying Whales

Flying Whales est une entreprise française qui vise à produire un [dirigeable tout cargo LCA60T](#) pour assurer des missions de transport de charges lourdes et volumineuses en point à point dans des zones difficile d'accès avec un système de propulsion hybride, pour des services d'urgence médicale, d'assistance humanitaire, mais aussi de logistique pour l'aéronautique et autres secteurs (ressources forestières, transports de pales et structures d'éoliennes, infrastructures de réseaux électriques, etc.). Avec ses 60 tonnes d'emport de fret, le LCA60T aura trois fois plus de capacités que l'Antonov 225 (aujourd'hui plus gros avion-tout mondial). Les procédures de certification du dirigeable par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) sont en cours, pour une finalisation d'ici quelques années. Le modèle économique de Flying Whales combine les fonctions de constructeur (*FW Industry*) et d'opérateur (*FW Services*).

Flying Whales, détenue majoritairement par des intérêts français (parmi lesquels le PDG Sébastien Bougon, l'ONF, la Nouvelle Aquitaine, le groupe ADP ou encore Gaz Liquide), compte depuis 2017 AVIC General Aviation à hauteur de 24,99% de son capital, participation d'ailleurs équivalente à celle de la province du Québec ([nouvel actionnaire depuis 2019](#)). Ces investissements québécois font l'objet de [plusieurs controverses politiques au Canada](#), en raison de risques présumées d'intelligence économique, induits par la présence d'une filiale d'AVIC au capital de Flying Whales. Selon [une information](#) du quotidien *Les Echos*, la sortie d'AVIC du capital de Flying Whales serait désormais envisagée, avec une reprise potentielle de la participation chinoise par des actionnaires français. Cette nouvelle architecture financière pourrait éventuellement avoir des conséquences sur le projet économico-industrielle de Flying Whales, qui prévoyait jusqu'alors trois sites de production : une usine d'assemblage en Chine dans la ville de Jingmen, province du Hubei (pour les marchés chinois et asiatiques) ; une installation au Québec (marchés américains) ; une usine (déjà en cours de construction) [en Nouvelle-Aquitaine](#) (marchés européens et africains).

Transport aérien : confusion chez China Southern et Hainan Airlines sur la mise en place avortée d'un contrôle de l'état vaccinal des passagers avant embarquement

Le 9 juin, deux compagnies aériennes chinoises, China Southern et Hainan Airlines, [ont publié des instructions](#) informant les passagers de l'obligation de présenter une preuve d'inoculation d'au moins une dose de vaccin contre le COVID-19 pour l'embarquement d'un vol entre Shenzhen et Pékin. Ce certificat s'ajoutait à la nécessité de présenter un résultat négatif à un test PCR effectué 48h avant le vol, [comme l'exigent](#) depuis le weekend dernier les autorités du Guangdong pour tous les voyageurs au départ de la province (quel que soit leur mode de transport), en prévention de la diffusion potentielle du COVID-19 à d'autres provinces chinoises après la découverte de nouveaux foyers de personnes infectés en mai à Canton, Foshan, Shenzhen et d'autres villes. Sans lien direct avec la situation prévalant dans le Guangdong, Hainan Airlines avait également communiqué sur une disposition similaire pour les vols au départ ou à destination de Zhangjiakou (province du Hebei). Cependant,

aucune de ces consignes n'a été appliquée. China Southern et Hainan Airlines ont retiré leurs notices au bout de quelques heures, sans autre justification qu'un nébuleux « problème technique ».

Il reste difficile de comprendre les raisons d'un tel cafouillage, qui relève apparemment d'initiatives locales, liées peut-être à une interprétation trop zélée et extensive du niveau de vigilance sanitaire exigée des compagnies aériennes. Depuis le mois de mars dernier, dans le contexte des réunions parlementaires, il existe un débat en Chine sur l'opportunité de la mise en place d'un passeport vaccinal (ou sanitaire) pour les passagers aériens, notamment pour le marché intérieur (voir Brèves du SER, [semaines du 1^{er} mars](#) et du [8 mars](#)). Pour l'heure, les autorités chinoises se refusent de faire de la vaccination contre le COVID-19 une obligation pour l'accès aux services aériens, s'alignant sur les réserves scientifiques, médicales et techniques de l'OMS et de l'OACI. Toutefois, avec plus de 800 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin contre le COVID-19, et un rythme atteignant désormais 20 millions de doses administrés quotidiennement, on ne peut exclure que cette question de la mise en place d'un passeport vaccinal en Chine se repose à nouveau frais prochainement.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Zhejiang : lancement de la 2^e exposition des pays d'Europe centrale et orientale à Ningbo

Le 8 juin, la deuxième édition de l'exposition des pays d'Europe centrale et orientale et des biens de consommation internationaux a été lancée à Ningbo. L'inauguration a eu lieu en présence de HU Chunhua, vice-premier ministre du Conseil d'Etat. Cette deuxième édition se concentre sur la promotion d'une meilleure intégration économique entre la Chine et cette région de l'Europe, par la circulation de biens de consommation, l'investissement et les échanges commerciaux. Parmi les 260 représentants d'institutions et entreprises étrangères, 40 seraient des Ambassadeurs et Consuls étrangers se déplaçant de toute la Chine. Les Présidents de la République Tchèque et de la Serbie ont prononcé des discours par vidéo.

Source : [The Paper](#)

Shanghai : introduction de nouvelles réglementations autorisant d'avantage d'autonomie politique au district de Pudong

Le Comité central du Congrès National du Peuple a l'intention d'autoriser des nouvelles dispositions législatives relatives à la gestion du quartier de Pudong. Afin de poursuivre la consolidation de Pudong comme une zone d'avant-garde économique, financière et d'investissement, le maire de Pudong Hang Yingwei a l'an dernier soumis une proposition visant à attribuer à Pudong plus de pouvoir législatif. Cela permettrait à Pudong de mettre en place et réguler ses propres réformes économiques et mesures de développement économique et industriel. Pudong se voit également attribuer le titre de nouvelle zone pilote de l'ouverture et de la réforme, faisant évoluer le district peu à peu vers une forme de vice-ville tout en restant au sein de la municipalité de Shanghai.

Source : [STCN](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Rapport du FMI sur la stabilité financière à Hong Kong : le FMI souligne la résilience du système financier hongkongais

Le FMI a publié le 9 juin son rapport sur la stabilité du système financier hongkongais, estimant celui-ci en mesure de résister aux crises et chocs futurs après deux années de récessions à Hong Kong (contraction du PIB de -1,2% en 2019 puis -6,1% en 2020).

Le FMI souligne la résilience du système financier hongkongais qu'il attribue à son secteur bancaire solidement capitalisé, à son cadre macroprudentiel structuré et à sa supervision des acteurs financiers, en progrès depuis le dernier rapport datant de 2014. Le FMI recommande, comme dans son précédent rapport de 2014, le renfort de l'indépendance opérationnelle de l'autorité monétaire hongkongaise vis-à-vis de l'exécutif.

Secteur bancaire : changement de Direction générale à la tête de HSBC Asie-Pacifique

HSBC a annoncé le 7 juin le remplacement de son directeur général pour l'Asie-Pacifique, Peter Wong, par David Liao et Surendra Rosha, qui dirigeront conjointement la région. Peter Wong était directeur général de HSBC pour la région Asie-Pacifique depuis février 2010, il deviendra président non exécutif de HSBC Asie-Pacifique. David Liao était auparavant responsable des services bancaires mondiaux de HSBC pour la région Asie-Pacifique, et Surendra Rosha PDG de HSBC Inde. Les deux codirigeants seront basés à Hong Kong.

Port de Hong Kong : baisse du fret portuaire au 1^{er} trimestre 2021

Le fret portuaire a diminué de 14% (g.a) à 49,2 millions de tonnes au premier trimestre d'après les chiffres publiés par le département du recensement et des statistiques hongkongais (CS&D) le 3 juin 2021. Le total du fret portuaire entrant a diminué de 18,1 % à 31,9 millions de tonnes, tandis que le fret sortant a baissé de 5,1 % (à 17,2 millions de tonnes).

En revanche en termes d'équivalents conteneurs de 20 pieds (EVP), le trafic est en hausse de 0,3% (g.a) avec 4,11 M d'EVP, soutenu par une hausse de 10,6% du nombre de conteneurs vides ayant transité par Hong Kong.

Monnaie digitale de banque centrale : la HKMA lance une étude de faisabilité d'une monnaie digitale

Le directeur exécutif de l'autorité monétaire hongkongaise (HKMA), M. Eddie Yue a annoncé le 8 juin le lancement d'une étude de faisabilité concernant la mise en place d'une monnaie de banque centrale digitale (CBDC pour *Central Bank Digital Currency*) à Hong Kong, visant une application dans les paiements du quotidien. Le groupe de travail mis en place par la HKMA étudiera à la fois les aspects technologiques et réglementaires, et rendra ses conclusions d'ici un an.

Le directeur adjoint de la HKMA, Howard Lee a ajouté qu'un tel projet n'aurait pas d'impact sur l'ancrage du dollar hongkongais au dollar américain. Ce projet est distinct du programme m-CBDC Bridge (CBDC transfrontalière pour le règlement des transactions internationales) sur lequel la HKMA travaille avec la banque centrale de Thaïlande, celle des Emirats-Arabis Unis, la BIS et l'institut des devises digitales de la PBoC.

Accord du G7 sur la mise en place d'un taux d'imposition plancher sur les sociétés : Hong Kong craint de se trouver contrainte dans ses mesures d'incitation fiscales

S'exprimant devant le Conseil législatif Legco le 7 juin, le Secrétaire aux finances Paul Chan a déclaré que la mise en place d'un seuil minimal pour l'impôt sur les sociétés à l'échelle mondiale pourrait affecter certains des avantages fiscaux accordés par le gouvernement à diverses industries. Si le taux d'imposition est de 16,5% à Hong Kong, M Chan a indiqué craindre d'être empêché par le futur accord d'octroyer des concessions dans certains secteurs.

Compagnies aériennes : Cathay Pacific bénéficiera de l'assouplissement des conditions de quarantaine pour les équipages résidents

L'activité de la compagnie devrait bénéficier de l'assouplissement des conditions de quarantaine mises en œuvre pour les équipages navigants vaccinés résidant à Hong Kong depuis le 17 mai : la quarantaine est en effet supprimée pour les équipages résidents vaccinés en provenance de « pays à bas-risque », de Chine ou de Macao. Ceux en provenance de pays « à haut-risque » (dont la France) voient leur quarantaine réduite à 7 jours et ceux en provenance de pays « à très haut-risque », à 14 jours. Pour mémoire, les équipages des autres compagnies aériennes, basés à l'étranger, doivent faire un test avant leur départ et à leur arrivée puis s'isoler dans un des hôtels désignés jusqu'à leur départ de Hong Kong.

Cathay Pacific a par ailleurs obtenu la prolongation pour une année supplémentaire de la ligne de crédit de 1 Md USD octroyée par le gouvernement hongkongais lors de son plan de recapitalisation de juin 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont doublé au cours des 4 mois 2021

Au cours des quatre premiers mois de l'année, les importations macanaises ont augmenté de 116,6% à 5,5 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont progressé de +95,1% (à 1,76 Md USD) et celles venant de l'UE de +156,7% (à 1,77 Md USD). En avril, les importations ont augmenté de +265,7% en g.a. à 1,73 Md USD ; tirées par les achats de bijoux en or, parfums, maroquinerie et produits cosmétiques.

Les exportations restent mineures, mais ont augmenté de +24,8 % à 570 M USD au cours des 4 mois 2021 en particulier vers Hong Kong (+31,2% à 420 M USD) , l'UE (+4,7% à 7,7 M USD) et les États-Unis (+50,4% à 23,7 M USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

TSMC : le groupe confirme ses ambitions pour les segments de marché à forte valeur ajoutée

Lors d'une conférence de presse le CEO de TSMC, [C.C. Wei, a présenté le plan de construction de l'usine 5 nm en Arizona tout en confirmant l'échéance de 2024 pour son entrée en production](#). Installée sur une réserve foncière de 445 hectares, la « Fab 21 » devrait nécessiter un investissement de 10 à 12 Mds USD pour une production mensuelle de 20000 « Waifers ». Depuis le démarrage de la production des semi-conducteurs de 5 nm à Tainan, au premier semestre 2020, TSMC a déjà livré 500 000 puces 5 nm pour des équipements et applications 5G, d'IA et d'informatique de haute puissance (HPC). Le volume de production de semi-conducteurs 5 nm sera multiplié par 4 d'ici 2023 par rapport à celui de 2020. Il en ira de même pour les semi-conducteurs de 7 nm dont la production a démarré en 2018. TSMC a également présenté sa nouvelle technologie N5A qui sera utilisée à partir du T3 2022 pour la production de puces 5 nm destinées au secteur automobile (application IA pour l'assistance à la conduite et cockpit digitaux notamment). Par rapport à la technologie précédente du N7 elle permettra une amélioration de la performance de 20%, de l'efficacité énergétique de 40% et de la densité logique de 80%. Selon [Godfrey Cheng, Directeur marketing monde de TSMC](#), cette nouvelle technologie est en cours de certification afin de respecter les standards de sécurité et de qualité les plus exigeants de l'industrie automobile dont AEC Q100 Grade2, ISO26262 et IATF16949. La mise au point du semi-conducteur 3 nm est quant à elle annoncée au deuxième semestre 2022. Pour faciliter la production du 3 nm et celle du 2 nm qui en découlera, TSMC transforme actuellement son centre de R&D de Hsinchu en site de production. La direction du groupe a, par ailleurs, confirmé la construction en cours d'une 5ème unité de tests et assemblage à Miaoli qui offrira la technologie la plus avancée au monde (3G SOI) à partir du deuxième semestre 2022. Selon [Kevin Zhang, Senior Vice-Président en charge du développement commercial de TSMC](#), l'industrie automobile requiert principalement des semi-conducteurs de 28 à 40 nm ce qui explique la faible part de cette industrie dans le chiffre d'affaires du groupe qui se concentre sur les segments de marché à plus forte valeur ajoutée. Avec la génération des 7, 5 et 3 nm TSMC entend répondre à la demande croissante des constructeurs de VE et VA, leur utilisation revenant selon K. Zhang à « installer un superordinateur dans chaque véhicule ». En 2020, les systèmes avancés ont représenté 50% de la production de TSMC.

Croissance : l'économie taïwanaise progresse de 8,92% au T1 2021

D'après les [dernières estimations publiées par la DGBAS le 4 juin dernier, la croissance du PIB a augmenté de 8,92% au cours du premier trimestre 2021](#) (contre 8,16% annoncé fin avril dernier), et pourrait atteindre 5,46% sur l'année. Cette performance s'explique notamment par la demande continue d'équipements destinés au télétravail et à l'enseignement en ligne. La contribution du commerce extérieur pour la croissance s'établit, toujours selon la DGBAS, à 5,08 pb au T1, avec une hausse des exportations et des importations de biens et de services respectivement de +30,61% et de +19,14%. S'agissant de la demande domestique, l'investissement a connu une progression importante de 11,92% (+2,85 pb), tout comme la consommation privée (+2,11%; 1,04 pb) et les dépenses publiques (+4,28%; 0,57 pb). Par ailleurs, la DGBAS a légèrement revu à la hausse la croissance économique au T4 2020, à 5,15% (contre 5,09% précédemment annoncé), et à 3,12% sur l'année 2020. S'agissant de l'inflation, l'indice des prix à la consommation (CPI) est en légère augmentation au T1 2021 à +0,8%, et pourrait atteindre 1,72% sur l'ensemble de l'année.

IDE : Taïwan au 4^{ème} rang des meilleures destinations pour les investissements internationaux

[Selon le dernier rapport de Business Environment Risk Intelligence \(BERI\), Taïwan est classée 4^{ème} meilleure destination pour les investissements internationaux](#), derrière la Suisse, la Norvège et la Corée du Sud, et occupe la 2^{ème} place en Asie. Le classement, actualisé 3 fois par an (avril, août et décembre), évalue notamment le risque opérationnel et politique, pour lequel Taïwan est classée au 3^{ème} et 21^{ème} rang. Selon les [statistiques du MOEA](#), au cours des quatre premiers mois de l'année 2021, le montant des investissements étrangers à Taïwan s'est établi à 1,5 Mds USD, soit une baisse conséquente de 47,58% en glissement annuel. Les investissements chinois diminuent également pour atteindre 17 M USD (-58,24%). Les investissements taïwanais sortants (hors Chine) diminuent de près de 50%, pour atteindre 1,4 Mds USD. Vers la Chine, ils atteignent 810 M USD (-65,9%).

Semi-conducteurs : Taïwan dans le Top3 des marchés des équipements au T1 2021

Selon le [dernier rapport de SEMI](#) et de la Semiconductor Equipment Association of Japan (SEAJ), les ventes mondiales d'équipements destinés à l'industrie des semi-conducteurs ont progressé de 51% au T1 pour atteindre 23,6 Mds USD, par rapport au T1 2020. Les trois premières places sont occupées par la Corée du Sud avec 7,3 Mds USD (+118%), la Chine (5,9 Mds USD; +70%) et Taïwan (5,7 Mds USD; +42%). Le Japon (1,6 Mds USD), l'Amérique du Nord (1,3 Mds USD) et l'Europe (580 M USD) enregistrent des baisses respectives de -1%, -30% et -9%. La demande taïwanaise est notamment tirée par les projets d'extension de capacités de production de TSMC qui a annoncé en d'avril un investissement de 100 Mds USD sur trois ans. Le 9 juin [le conseil d'administration du groupe a adopté un budget de 9 Mds USD](#) pour un CAPEX annoncé en début d'année de 30 Mds USD en 2021.

Covid-19 : 4 clusters identifiés dans l'industrie des semi-conducteurs à Miaoli

Depuis vendredi 4 juin, [l'industrie des semi-conducteurs, est frappée par plusieurs foyers de COVID-19, principalement à Miaoli au Sud de Hsinchu](#). Après un premier cluster de plus de 180 personnes identifié chez Kingyuan Electronics, les groupes Greatek Electronics, Accton Technology puis Foxsemicon, ont été touchés (près de 250 personnes au total à la date du 8/06). Les travailleurs migrants, particulièrement vulnérables, ont été mis en quarantaine pour une durée de deux semaines soit 2100 personnes sur 7000 employés pour KYE, qui envisage déjà une perte de revenus de 30 à 35% ce mois-ci. Le groupe spécialisé dans les activités de test et assemblage (clients : Nvidia, Intel, MediaTek...) a enregistré une hausse de ses revenus en mai de près de 11% en glissement annuel, à 2,86 Mds TWD (83 M euros). Les autorités se sont engagées à renforcer les contrôles sanitaires auprès des dortoirs (1168 compagnies disposeraient de dortoirs de plus de 50 personnes). Des stations de test ont été rapidement déployées sur les parcs scientifiques de Hsinchu et de Tainan.

Éolien offshore : le Bureau de l'énergie (MOEA) fait preuve de flexibilité à l'égard de WPD et TotalEnergies

Le Bureau de l'énergie (BOE) vient d'autoriser de manière exceptionnelle une restructuration du capital de [la ferme éolienne offshore Yunneng Wind Power \(640 MW/80 turbines\) située au large de Yunlin](#). Cette décision devrait permettre au développeur, qui doit en principe détenir 50% du capital, de faire face aux difficultés financières entraînées par la pandémie : le groupe allemand WPD va pourvoir ainsi finaliser son partenariat avec

TotalEnergies à qui il cède un peu moins de la moitié de ses parts (23% sur 48%), le reliquat étant toujours détenus par le consortium japonais Sojitz (27%) et par le thaïlandais EGCO (25%). [Le BOE qui souhaite éviter que ce scénario ne se reproduise, a fait savoir dans un communiqué de presse qu'il se réservait le droit de retenir 350 M TWD de caution sur ce contrat en cas de fausse déclaration.](#) Par ailleurs, le BOE a pu obtenir du centre de contrôle des maladies (CECC) un peu plus de flexibilité en matière d'embarquement et de débarquement des équipes de marins travaillant sur les sites éoliens offshore, conditions qui avaient été resserrées avec la mise en place au niveau national du niveau d'alerte 3.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par :

David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner :

florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr